

même degré qu'il l'était dans le droit romain, si sévère à l'égard des femmes, si enclin à les empêcher de paraître dans les affaires publiques (1). Il faut donc que la femme puisse se faire relever, par son option, d'une acquisition qui peut lui être onéreuse. Nous ne nions pas du reste que le mari ne soit censé avoir agi avec l'intention de faire l'avantage de sa femme; mais comme il n'a pas eu son mandat, il faut qu'elle soit appelée à se prononcer sur l'opportunité de la mesure.

691. Quant à l'époque de l'option, voici une bonne solution de la jurisprudence : s'il s'agit d'un bien dotal, la femme est admise à se prononcer jusqu'au moment où elle règle ses droits; mais si ce sont des biens paraphernaux, elle doit faire son option après l'acquisition (2), et elle ne saurait retarder, quand elle en est requise, la manifestation de sa volonté. En effet, le régime paraphernal est un régime de séparation; il n'y a ni dissolution de communauté à attendre, ni règlement de droits dotaux à liquider.

(1) *Infra*, n° 1004.

(2) Limoges, 12 mars 1828 (Daloz, 29, 2, 127).
Junge MM. Rodière et Pont, t. 1, n° 495.

TABLE SOMMAIRE

DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME.

| | |
|--|-----|
| CHAPITRE I ^{er} . DISPOSITIONS GÉNÉRALES. | 1 |
| CHAPITRE II. DU RÉGIME EN COMMUNAUTÉ. | 353 |
| I ^{re} PARTIE. DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE. | 354 |
| SECTION I. <i>De ce qui compose la communauté activement et passivement.</i> | |
| § 1 ^{er} . De l'actif de la communauté. | 391 |







